

hebdo communiste des P.-O.



Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

Lola Beuze
Candidate PCF

p.6

Danser
ÉCOUTER
ESSENTIELLE !!!
s'émouvoir
Chanter
SIGNÉ: NOUS LES HUMAINS!

• **Élections**

L'enjeu départemental p.7

• **Protection judiciaire de la jeunesse**

Mutations forcées p.8

La culture étouffée

PLUS DE TEMPS À PERDRE !

2€ - N°3870 - Semaine du 26 février au 04 mars 2021



9 781234 567897

« Mettez-vous d'accord, bon sang ! »



J'ai entendu cette remarque plus de mille fois. De la part d'amis, de proches, ou d'inconnu.e.s, lors de rencontres au cours d'activités militantes. « Vous êtes tous nuls ! » aussi, « incapables de vous entendre et de vous rassembler » et « nous avons la gauche la plus bête du monde »... Ces remarques, maintes fois entendues il n'y a pas si longtemps lors des municipales perpignnaises, sont lourdes et blessantes. Au delà de ça, elles n'en restent pas moins l'expression spontanée et souvent franche et honnête de citoyens de « gauche », militants ou pas, électeurs déçus, souvent éloignés des détails et des éléments qui nourrissent l'évolution de certaines postures politiques. Nous devons les entendre.

D'autres citoyens, beaucoup moins nombreux, expriment leurs colères, leurs méfiances répétées, leurs désaccords et leurs intransigeances politiques, accusant tel ou tel partenaire (adversaire ?) de décisions politiques inacceptables et indéfendables. Ils argumentent parfois. Il faudra aussi les entendre et débattre.

J'évoque là, vous l'aviez deviné, la proximité de nouvelles élections importantes, départementales et régionales (article page 7). Parlons simplement. Dans notre département et ailleurs, en France, les droites libérales ou autoritaires préparent des conquêtes et des reconquêtes. Ils ne s'en cachent pas et leurs longues dents apparaissent au grand jour, rayant le parquet. Pas simplement pour eux mêmes d'ailleurs, mais pour prendre des décisions. Ils ont besoin, de Macron au Rassemblement national, de Grau à Aliot, de ces leviers régionaux et départementaux pour pousser plus loin leurs politiques et leurs objectifs régressifs. Ils souhaitent une société de compétition, une société du chacun pour soi, une société éclatée où les services publics seraient réduits à leur plus simple expression (transports, santé, formation, éducation, logement, sécu, environnements...), une société de la culpabilité des individus, isolés et responsables de leur sort, de leurs souffrances ou de leur pauvreté, une société de la délation. Ça les arrange.

Sans nier les différences, sans mettre sous le tapis (ce qui serait une grande bêtise) les contradictions internes, les ressentiments justifiés, les histoires différenciées des partis, la gauche porte, dans le cœur des gens et dans le réel, des valeurs opposées. L'ensemble des citoyens a tout intérêt à s'y intéresser.

Annonces

Vente de Thé 1336. En soutien à la SCOP-TI

Samedi 27 février de 10h à 12h au 44, avenue de Prades - Perpignan.

« Ambroise Croizat au Panthéon »

Vendredi 5 mars à 11h, devant la Sécu à Perpignan.

L'initiative est organisée par la section de Perpignan pour demander l'entrée d'Ambroise Croizat, ministre à la libération et architecte de la « Sécu », au Panthéon, dans le cadre d'une pétition nationale lancée par l'Huma le 28 janvier, 120 ans après sa naissance. De nombreux élus et personnalités ont déjà signé la pétition. Le PCF Perpignan demandera, dans le même temps, que l'on baptise la placette devant la sécu du nom d'Ambroise Croizat. Un tract sera distribué.

Lien pour signature : <https://www.humanite.fr/ambroise-croizat-au-pantheon>

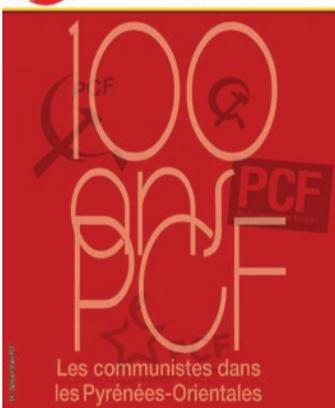
Printemps des alternatives, initiative anti pesticides Saint-Hippolyte

Invitation à la plantation de haies, le samedi 6 mars à 9h, en bordure du Canal Riquet, rendez-vous à l'écluse environ 500 m du centre du village.

Contact : Gérard LLORCA. 07 77 75 64 77

Numéro spécial du Travailleur Catalan

Au fil des 44 pages du numéro spécial pour le centenaire du PCF, le lecteur pourra étudier une chronologie succincte des cent ans d'activités du PCF. Il trouvera des rappels historiques sur quelques grands moments de la vie du Parti communiste, des portraits de militantes et de militants, des témoignages d'adhérents anciens ou nouveaux... S'y ajoutent des analyses des évolutions stratégiques du PCF, des combats qu'il a menés et qu'il mène encore pour la paix, la liberté, de ses relations avec le monde de la culture, ou de la place des femmes dans ce parti.



Bon de commande

Nom et prénom :

Adresse :

Je commande exemplaires du numéro spécial « Cent ans du PCF ».

Je joins un chèque de : 5 € x = €

à l'ordre du Travailleur Catalan.

A retourner avec le chèque à :
Le Travailleur Catalan, 44 avenue de Prades, 66000 – PERPIGNAN.

Au prix de 5 €, ce numéro spécial est en vente en kiosque, auprès de militants communistes ou au siège du journal.

Plus d'articles sur
www.letc.fr

suivez-nous sur
   

Le Travailleur Catalan	
44 av. de Prades - 66000 Perpignan Tél. 04 68 67 00 88 - mail : letravailleurcatalan@letc.fr Site : www.letc.fr Commission Paritaire N° 0424 C 84 621 / N° ISSN 1279-2039	
Gérante / Directrice de publication : Eulalie Arabia	Illustrations : © Delgé
Administrateur : Remi Cathala	Impression : Imprimerie Salvador 33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)
Conception : Priscilla Beauclair	Webmaster : Priscilla Beauclair
Une : © Jean Pouech	Publicité : Richard Siméon



Journal Le Travailleur Catalan

Bulletin d'abonnement

remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

FORMULE HEBDO PAPIER		FORMULE HEBDO NUMÉRIQUE ET PAPIER	
<input type="checkbox"/> 6 mois : 40€	<input type="checkbox"/> 1 an : 78€	Site+papier <input type="checkbox"/> 1 an : 100€	Site <input type="checkbox"/> 1 an : 66€

Nom, prénom :

N° : Rue, bd, ave., etc. : Nom de la voie :

Code postal ou cedex : Ville :

Mail : Tél :

Bulletin à renvoyer à : Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
Tél. 04.68.67.00.88 - Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.

Un besoin social !

La culture. Les attermoissements du gouvernement dans le traitement de la culture posent problème

Quand l'urgence sanitaire le dispute à l'urgence économique, quel espace reste-t-il pour la culture ? Des mois de confinement, déconfinement, couvre-feu, inquiétudes en tous genres nous laisseraient supposer que l'espace s'est réduit à un point tel que la culture est aux abonnés absents. Cinémas fermés, librairies... inessentiels, théâtre au chômage, musiques et musiciens au repos, musées et expositions désertés... Il n'a quand même pas été interdit de penser. Comme s'il fallait pour cause de pandémie, enfermer les humains que nous sommes dans un vide culturel.

L'expérience par l'absence

S'il y a un mérite à trouver à cette situation, c'est bien de nous avoir fait faire l'expérience par le manque, l'absence que la vie ne se limite jamais à ce qu'on croit avoir défini a priori comme indispensable, comme une réponse sommaire aux besoins primaires manger, dormir, se soigner.

La culture n'est pas un luxe réservé à ceux qui peuvent se la payer ; la culture n'est pas un supplément d'âme pour ceux qui ont des neurones plus exigeants ; la culture ne sert pas à mettre de l'huile dans la mécanique fatiguée du métrou-boulot-dodo.

La culture est faite de notre diversité, de nos aspirations multiples à enrichir nos vies d'un immatériel qui fait nos plaisirs, nos inquiétudes, nos interrogations et nos réponses les plus courantes comme les plus surprenantes. Elle est faite de formes qui ne cessent de bouger, de s'inventer, de nous surprendre, comme de nous sécuriser. Elle nous relie à nos histoires, à nos racines et nous permet en même temps de construire nos destins. Chacun y trouvera la discipline qui fait son bonheur, qui correspond à ses besoins.

Des combats pas terminés

Certes, il en a fallu des combats démocratiques, des luttes sociales, des débats idéologiques, des révoltes en tous

genres pour la sortir des privilèges de castes et de classes qui en faisait l'apanage d'une bande de parvenus. Ils ne sont pas terminés, en particulier tous les efforts faits pour la sortir des logiques financières d'un capitalisme qui tente de faire argent de tout, et donc pourquoi pas de la culture. Le rôle de l'état peut être important dans ce domaine, surtout s'il se veut, si on le veut, progressiste.

Donc le voir s'obstiner à ne pas reconnaître que le trop-vide culturel dans lequel la pandémie nous enferme est mortifère pour tout un chacun, qu'il est temps de réagir, de trouver des formes avec les précautions qui s'imposent pour que le culturel avec ce qu'il véhicule d'humain, d'artistique, d'invention, de commun, d'universel et local à la fois, reprenne vie et nous avec.

Jean-Marie Philibert



La Culture ne manque pas d'air

Perpignan. Se pourrait-il que sur un malentendu M. Aliot et son équipe municipale récupèrent les idées des autres et s'en attribuent le mérite ?

Le 17 février la ville de Perpignan a débuté l'opération « l'art prend l'air ». Cet événement met en avant des artistes urbains et le performeur Boris Normand. Toutefois, des choses surprenantes apparaissent dans l'élaboration de cette manifestation.

Fin janvier, un collectif d'artistes appelé « La culture à l'air libre » se constitue et se manifeste auprès des services de la mairie pour annoncer leur volonté d'organiser « une manifestation artistique pacifiste et revendicative pour le 13 février sur différentes places publiques de Perpignan ». Après un premier envoi qui semble-t-il se serait perdu dans les méandres du net, un second est envoyé le 3 février à Monsieur Bonet et aux services techniques de la mairie. La

réponse est reçue : « Nous allons voir ce que nous pouvons faire ». Le projet de la Culture à l'air libre s'organise avec les artistes, la mise en place des services de sécurité et de contrôles sanitaires. Au programme, Street art, plasticiens, chanteurs musiciens, danseurs, circassiens, comédiens et toutes les dix minutes des prises de paroles sur l'importance de l'ouverture des salles. La demande d'autorisation en préfecture est déposée le 8 février.

Les hasards du calendrier

Le 9 février la mairie annonce l'opération « l'Art prend l'air » sur différents espaces publics et appelle les artistes intéressés à se manifester auprès de leurs services. Étonnant ! Pire, certains organisateurs du collectif sont appelés par la mairie afin d'avoir des contacts d'artistes. Enfin, le 10 février Mme Patricia Rodriguez écrit au collectif : « Il n'ait malheureusement pas possible de vous accorder cette autorisation car cela entrainerait des attroupements qui vont à l'encontre des règles sanitaires en vigueur ». Il semblerait que ce qui est valable pour les uns ne le soit pas pour les autres.

Après avoir annulé l'événement et pour éviter tout amalgame, les artistes du collectif ont refusé unanimement de participer à l'événement de la mairie. Et on le comprend car entre les noms étrangement similaires, le type d'occupation des espaces publics et le timing, les coïncidences sont tout de même troublantes. Perpignan se fait remarquer ces derniers temps, sur le plan national et départemental et il serait sans doute de bon ton qu'elle s'arrête là.

Anne Guichet

Des annonces qui ne présagent rien de bon

Alors que les artistes se demandent ce qu'ils vont devenir, un communiqué annonce que Roselyne Bachelot, et Élisabeth Borne, confient à Monsieur André Gauron, « une mission de diagnostic sur la situation des intermittents ». Sa mission est de travailler sur « les suites de l'année blanche en faveur des intermittents du spectacle et de l'audio-visuel ». En un mot l'année blanche sera-t-elle reconduite ou non ? Pour le moment rien ne semble l'envisager, car on parle plus d'adaptation que de reconduction.

Les syndicats eux, demandent une deuxième année blanche mais surtout le maintien des taux des allocations Journalières. Celles-ci sont calculées en fonction du nombre d'heures travaillées mais aussi du salaire global obtenu. Le calcul est vite fait au vu de l'absence de travail depuis un an. La réponse sera donnée en mars prochain.

Puis le 18 février Roselyne Bachelot annonce l'autorisation des festivals en plein air avec une jauge maximale de 5000 personnes assises mais rien sur restauration ni les distributeurs de boisson. Si certains organisateurs sont ravis, estimant que c'est une fenêtre d'action ouverte, d'autres sont contraints d'annuler. En effet, peut-on encore parler de festivals estivaux avec toute ces restrictions ? Encore une fois des négociations faites sans les acteurs de terrain.

A.G.

Ouverture des Musées : la Mairie de Perpignan défie le Gouvernement



Relents de maccarthysme à l'Université

Enseignement Supérieur et Recherche. Vives protestations et mises au point, notamment du CNRS et de la Conférence des présidents d'université, après les propos de la ministre Frédérique Vidal sur l'islamo-gauchisme.

Lors d'un entretien à CNews, la ministre de l'Enseignement supérieur Frédérique Vidal a déclaré que dans les universités « il y a des gens qui peuvent utiliser leur titre et l'aura qu'ils ont »... « pour porter des idées radicales ou des idées militantes de l'islamo-gauchisme en regardant toujours tout par le prisme de leur volonté de diviser, de fracturer, de désigner l'ennemi, etc. ». D'où sa volonté de « demander au CNRS de faire une enquête sur l'ensemble des courants de recherche sur ces sujets dans l'université de manière à ce qu'on puisse distinguer ce qui relève de la recherche académique de ce qui relève du militantisme ».

Le CNRS et la Conférence des présidents d'université vent debout contre la Ministre

Contre ces déclarations qui ont violemment indigné la communauté des personnels de recherche, la réaction du CNRS et de la Conférence des présidents d'université a été immédiate. Le CNRS déclare notamment « L'islamogauchisme », slogan politique utilisé dans le débat public, ne correspond à aucune réalité scientifique. Ce terme aux contours mal définis, fait l'objet de nombreuses prises de positions publiques, tribunes ou pétitions, souvent passionnées. Le CNRS condamne avec fermeté celles et ceux qui tentent d'en profiter pour remettre en cause la liberté académique, indispensable à la démarche scientifique et à l'avancée des

connaissances, ou stigmatiser certaines communautés scientifiques. Le CNRS condamne, en particulier, les tentatives de délégitimation de différents champs de la recherche (...) Concernant les questions sociales, le rôle du CNRS, et plus généralement de la recherche publique, est d'apporter un éclairage scientifique, une expertise collective, s'appuyant sur les résultats de recherches fondamentales, pour permettre à chacun et chacune de se faire une opinion ou de prendre une décision »

La Conférence des présidents d'université appelle à stopper la confusion et les polémiques stériles et « fait part de sa stupeur face à une nouvelle polémique stérile sur le sujet de l'« islamo-gauchisme » à l'université. « L'islamo-gauchisme » n'est pas un concept. C'est une pseudo-notion dont on chercherait en vain un commencement de définition scientifique, et qu'il conviendrait de laisser, sinon aux animateurs de Cnews, plus largement, à l'extrême droite qui l'a popularisé. Utiliser leurs mots, c'est faire le lit des traditionnels procureurs prompts à condamner par principe les universitaires et les universités »

Réactions de syndicalistes et de personnalités

Parmi de multiples réactions, le SNTRS – CGT (Syndicat National des Travailleurs de la Recherche-Scientifique-CGT), qui approuve dans son ensemble la déclaration du CNRS, s'inquiète pourtant de la volonté exprimée



Frédérique Vidal, la ministre dont les propos font scandale.

par le président du CNRS de mener une enquête non légitime. Jean Chambaz, président de Sorbonne-Université dit : « il y a une orientation du gouvernement qui va draguer des secteurs de l'opinion publique dans des endroits assez nauséabonds », et précise, faisant allusion à une déclaration antérieure du président Macron « Je ne demande pas la démission de la ministre, je demande un changement d'orientation et de ton dans le comportement du gouvernement vis-à-vis des universités. » On ne saurait mieux dire.

Yvette Lucas, directrice de recherche émérite au CNRS – Elue au Comité National du CNRS – Elue au CNESER (Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche) dans les années 70/80.

Pour la MSA, Ambroise Croizat n'a pas existé !

La Mutualité sociale agricole (MSA), en 2015 à l'occasion de la célébration du 70^{ème} anniversaire de la Sécurité sociale, a envoyé à tous ses salariés un mail racontant l'histoire de cette conquête sociale. Mais, surprise ! Si le texte n'oubliait pas de citer Pierre Laroque, haut fonctionnaire attaché au ministère du Travail et de la Sécurité sociale, il passait totalement sous silence le ministre en question, Ambroise Croizat. Est-ce parce qu'il était communiste ?

Un membre de la CGT employé à la MSA Provence-Azur a voulu réparer cet oubli en envoyant à tous les destinataires du premier mail, un texte rappelant le nom du ministre qui a mis en place la Sécurité sociale. Bien mal lui en a pris, la direction de la MSA Provence-Azur a décidé de le sanctionner d'un avertissement qu'il a contesté devant le conseil des prud'hommes. Ce dernier lui a donné raison en 2018, mais la direction continue de s'acharner en faisant appel...

R.G.



Les citoyens de demain, un clic, un vote ?

La démocratie n'aime pas les machines

Vote anticipé Un amendement du 16 février fait monter la polémique.

Le gouvernement ne chôme pas. En pleine crise sanitaire, tout est bon pour pousser notre société à prendre le chemin du virtuel, préparant ainsi les esprits à une société de délégation où les rapports humains

seront réduits à leur plus simple expression, dans le clic et la machine à voter. Les USA connaissent ce procédé. Il est à la source des multiples tensions et gesticulations qui ont fleuri dans le récent bras de fer présidentiel.

Un os à ronger

La droite comme la gauche, particulièrement au Sénat, ont rejeté cet amendement provenant d'un pouvoir qui n'interroge même pas le Conseil d'État quant à la validité de sa proposition. La « Macro-nie » se défend en justifiant sa démarche par « un dispositif pour lutter contre l'abstention », dit Gérard Darmanin. Pour faire simple, il s'agirait de faire voter pendant la semaine ceux qui, le dimanche, préfèrent aller dans leurs maisons de campagne ou faire leurs courses dans les centres commerciaux. L'élection présidentielle de 2022 tombant pendant les vacances de Pâques, on imagine que le prétexte s'accorde aussi avec la mi-

gration des citoyens vers la chlorophylle entraînant une abstention abyssale. Resteraient le dimanche ceux qui, comme le 1^{er} mai, n'ont pas les moyens de sortir des griffes de la cité sans avoir pu non plus voter pendant la semaine. On imagine à quel point les organisateurs des bureaux de vote pourraient s'ennuyer dans une telle configuration.

Les bonnes questions

Du côté de l'Élysée, on ne déroge pas à la méthode confusionnelle. On envoie un test qui fait crier tout le monde et on fera semblant de se replier sur quelque chose qui ferait moins peur, le vote électronique, un des points phares du candidat Macron. Et tout cela pour faire oublier aussi que la 5^e République continue son chemin monarchique pour nous envoyer dans le mur en refusant la proportionnelle et l'inversion du calendrier électoral.

Yvon Huet

Les deux ans du Hirak se fêtent dans la rue

Algérie. Mardi 16 février, ils étaient des milliers de personnes à manifester à Kherrata, le berceau du mouvement anti-régime Hirak.

À 300 km à l'Est d'Alger, le 16 février 2019 des milliers d'Algériens opposés au cinquième mandat présidentiel d'Abdelaziz Bouteflika se sont soulevés. Une semaine plus tard la contestation avait gagné Alger, puis le reste du pays, donnant naissance au mouvement Hirak réclamant « le démantèlement du système » en place depuis l'indépendance de l'Algérie en 1962. Abdelmadjid Tebboune, le nouveau président est arrivé au pouvoir le 12 décembre 2019, il veut incarner « la nouvelle Algérie ». Pour célébrer et fêter ce deuxième

anniversaire, les manifestants ont brandi des drapeaux algériens et amazighs (berbères), et ont scandé des slogans du Hirak : « Pour l'indépendance de l'Algérie », « Tebboune est arrivé par la fraude, placé par les militaires » ou encore « Les généraux à la poubelle ».

Une véritable Algérie nouvelle

Le mouvement Hirak réclame « la liberté de la justice », « la liberté d'expression et de presse » et la libération des détenus d'opinion. Ils ont bravé l'interdiction des manifestations publiques interdites en Algérie en raison

de la pandémie de Covid-19.

D'anciens détenus d'opinion ont pris part au défilé. « L'heure de la sortie a sonné pour ce système corrompu. Nous espérons la construction d'une Algérie nouvelle : des droits humains, des libertés et de l'État de droit », a déclaré Karim Tabbou, porte-parole de l'Union démocratique et sociale, figure du Hirak et plusieurs fois emprisonné.

Cet anniversaire survient dans un climat de crispation du régime, où le président Abdeadjid Tebboune, parti pendant trois mois en Allemagne pour se soigner du coronavirus, est confronté à une crise politique, avec des institutions bloquées et une économie à bout de souffle.

Sous la pression de la rue, le président algérien a promis de libérer des dizaines de détenus d'opinion et a décidé de dissoudre le Parlement, appelant à des élections législatives anticipées.

Affaire à suivre...

Dominique Gerbault

Israël bloque les vaccins pour Gaza

Alors que le monde entier tente d'enrayer la pandémie de Covid-19 et que la vaccination est un enjeu mondial, l'attitude d'Israël vis-à-vis des Palestiniens est scandaleuse. Si ce pays compte l'une des plus fortes proportions de population vaccinée contre le coronavirus, celles soumises à l'occupation israélienne en ont été exclues jusqu'à présent.

En Cisjordanie, où plus de 115 000 cas et plus de 1 400 décès ont été recensés, les colons reçoivent tous une injection, alors que dans les villages palestiniens on se protège du virus comme on peut. Si l'Autorité palestinienne a pu commencer à vacciner le personnel médical en Cisjordanie, c'est seulement après de multiples pressions exercées par l'ONU et des organisations non gouvernementales. En revanche, dans la bande de Gaza – où 53 700 infections ont été enregistrées depuis le début de la pandémie –, aucun résident n'a encore été immunisé et Israël refuse l'arrivée de doses dans l'enclave palestinienne.

L'Autorité palestinienne a reçu de Russie 10 000 doses du vaccin Sputnik V, mais le 15 février, la ministre palestinienne de la Santé a révélé qu'Israël avait bloqué l'entrée des doses envoyées à Gaza. Cette position israélienne est « un vrai crime et une violation de toutes les lois internationales et normes humanitaires », a déclaré le Hamas.

R.G.

Le feu aux poudres en Espagne

18 février 2021. Pablo Hasél, rappeur catalan bien connu de la jeunesse, a écopé de neuf mois de prison pour crime de lèse majesté : (« Critique publique du roi »). La réponse de la rue a été immédiate, déchaînant la révolte inédite d'une jeunesse réduite au no futur. La répression a rappelé ce que nous avons connu en France avec les gilets jaunes. Le gouvernement a promis de supprimer cette disposition de la loi. On attend toujours, sur un fond de crise politique récurrente entre les « autonomies » et Madrid.

Yvon Huet

Le retour des « corréistes » ?

Équateur. Le second tour de l'élection présidentielle opposera un banquier de droite au candidat soutenu par l'ex-président socialiste Rafael Correa.

En Équateur, après avoir parrainé un accord entre le candidat écologiste et indigène Yaku Perez, et le banquier de droite Guillermo Lasso, accord finalement remis en cause par ce dernier, le Conseil national électoral a proclamé les résultats définitifs du premier tour de l'élection présidentielle. L'économiste Andrés Arauz (32,72 %), 36 ans, soutenu par l'ex-président socialiste Rafael Correa (2007-2017) en exil en Belgique, affrontera finalement au second tour, le 11 avril prochain, le candidat conservateur Guillermo Lasso (19,74 %), talonné par Yaku Perez (19,39 %). Ce dernier a dénoncé une « fraude » en faveur de son adversaire de droite qui avait promis, au second tour, d'appeler à voter pour lui s'il était devancé. Les deux hommes s'étaient accordés, au lendemain du scrutin, sur la nécessité d'une candidature « incontestable » pour « défaire le corréisme au second tour » selon l'expression de Yaku Pérez ou pour enterrer « le modèle totalitaire qui a trompé et divisé les Équatoriens », selon les mots de Guillermo Lasso.

Les écologistes divisés

Mais la formation écologiste est traversée par des courants contradictoires. Ses représentants à l'Assemblée nationale, qui votent régulièrement avec la droite, s'opposent à l'aile progressiste du parti qui a participé au mouvement populaire de l'automne 2019 contre la hausse du prix de l'essence. En particulier un accord de gouvernement avec la droite serait « illégitime » et « incompatible » avec les aspirations de la base indigène, a prévenu Leonidas Iza, l'un des dirigeants de l'influente Confédération des nationalités indigènes d'Équateur et principale figure du soulèvement d'octobre 2019. « Nous combattons la droite néolibérale qui a pillé, d'où qu'elle vienne, a-t-il expliqué. Cette conjoncture électorale résulte de l'accumulation des luttes sociales et environnementales conduites cette dernière décennie par le mouvement indigène et les secteurs populaires. Nous appelons à défendre le vote populaire, mais sans passer à la trappe notre projet de société, notre autonomie politique. »



Andrés Arauz, affrontera au second tour Guillermo Lasso.

Cette situation permettra-t-elle aux corréistes de revenir au pouvoir après les quatre années d'ultralibéralisme qui ont détruit les principales avancées sociales et économiques obtenues par le peuple équatorien sous la présidence de Rafael Correa ? Réponse le 11 avril prochain.

René Granmont



Le mouvement Hirak : « Pour l'indépendance de l'Algérie et la liberté ».

En Català



Planeta vermell... i petits homes verds?

- Ha aterrat una sonda americana sobre el planeta Mart. Quines coses quan hi penses! No acabo de fer-me entrar al cap la distància entre la Terra i Mart: dos-cents? Quatre-cents?... milions de quilòmetres és clar!

- Això de la distància depèn de quines són les posicions amb el sol, que es veu que es troba entre els dos... En tot cas, és un viatge força llarg, uns set mesos, que aviat el faran sers humans

- Pensa que molta gent espera amb impaciència de poder fer el viatge a Mart només per poder passar un moment en un desert!

- Per una altra banda, el que passa durant aquestes exploracions és molt més previsible que abans. L'arribada sobre la lluna i aviat sobre Mart són calculades de manera mil·limètrica. Recordem per exemple les expedicions de Cristòfol Colom que pensava arribar a l'Índia i va descobrir Amèrica!

- No oblidem tampoc el que costa tot això: i mentrestant no es troben els mitjans per millorar la situació i les possibilitats dels minusvàlids, pagar una mica més els infermers o...

- Què vols, són coses que no es poden comparar... hi ha reptes que mobilitzen la humanitat sencera...

- Els uns volen anar a descobrir l'Índia o el planeta Mart, i els altres encara no acaben d'entendre que la terra sigui rodona.

- Els famosos terraplanistes! Nota malgrat tot que això de la terra rodona i dels de l'altre costat del món amb el cap a l'inrevés de nosaltres, no estic pas ben segur que totes les cèl·lules del meu cos ho hagin ben integrat!

- Cadascú se sap lo seu! Jo me sap greu que els extraterrestres ja no puguin ser els petits homes verds del planeta Mart... que un Orson Welles avui no podria muntar tota aquella mistificació sobre la invasió de la terra pels marcians...

- Tranquil, queden molts planetes amb amics o enemics per venir a casa nostra...

- I prou terrians per seguir explicant-els que vivim de planer!

C&C

Lola Beuze, ouvrière du BTP et conseillère départementale PCF

Elus PCF. Jusqu'alors sans mandat électif et donc pour la première fois élue au Conseil départemental il y a six ans, Lola Beuze s'est imposée sur le canton de la Vallée de l'Agly au point de devenir aujourd'hui une élue reconnue et très présente.



Lola Beuze conseillère départementale PCF sur le canton de la Vallée de l'Agly.

Quel bilan faites-vous de ces six ans de mandat ?

Quelle belle aventure ! Rétrospectivement, j'ai une pensée pour Antoine Sarda qui a été conseiller général 32 ans. C'est lui qui m'a donné l'envie de me lancer dans cette responsabilité que je méconnaissais complètement. Cela a été un apprentissage et une vraie découverte. Il faut savoir que ma première thématique a été les routes et mon premier chantier le contournement d'Estagel qui est en cours de réalisation. Les services départementaux doivent encore se souvenir de mes demandes quotidiennes pour connaître l'avancée du dossier...

Vous avez appris vite...

Oui, mais j'ai beaucoup bossé. Le rôle d'élue dans un énorme canton qui n'avait jamais vu de femme le représenter était une première. Il y a eu un grand moment de solitude quand j'ai débarqué à l'assemblée départementale, même si j'avais la chance d'être bien intégrée dans mon groupe comprenant cinq élus communistes. J'étais la seule femme avec un métier manuel de maçon parmi tous les élus. Et parmi eux, il y en avait qui étaient installés depuis très, très longtemps. Mais les choses ont évolué.

Enfin, il a quand même fallu une loi pour atteindre la parité...

Sans la loi, il est certain qu'il aurait été plus difficile que je sois élue. Ceci dit, la nouvelle façon de concevoir les cantons pose un vrai problème démocratique. Il est impossible humainement à deux élus d'être présents pour les habitants des trente deux communes aussi régulièrement que nous l'aurions voulu avec mon binôme, Charles Chivilo. Personnellement, même si cela a été compliqué avec ma vie familiale et militante, je pense avoir fait de mon mieux.

Vous avez réussi à vous imposer...

La date importante, c'est en mars 2015 quand suite à la demande des camarades de la section du parti communiste, j'ai accepté d'être candidate. Avec eux nous pensions fortement que nous pouvions gagner, et nous avons réussi. Depuis je suis la conseillère départementale communiste du canton, reconnue comme telle par les élus et les habitants. Par exemple je suis tous les samedis sur le marché de Saint Paul, et mes interlocuteurs savent à qui ils ont à faire. Malheureusement, je ne

peux pas tout régler et souvent cela me désole.

Vous parlez de dossiers que vous n'arrivez pas à régler. Vous avez un exemple ?

Eh bien oui celui des lignes de bus. Lorsque les élus de la Communauté urbaine de Perpignan, du Département et maintenant de la Région n'arrivent pas à trouver un accord pour unifier les deux réseaux de transport, je m'exaspère. Et je comprends parfaitement les usagers qui subissent des situations ubuesques à Opoul, Caudiès, Estagel ou Cases de Péne. Cela sera mon combat prioritaire pour la prochaine mandature.

Les élections départementales de 2021 devraient avoir lieu en juin ? Quels sont les enjeux dans votre canton ?

Avec la majorité départementale et sa présidente Hermeline Malherbe, ensemble, je pense que nous avons le courage de mettre un coup de pied dans la fourmière libérale mise en place par le président Macron. Malgré la crise et l'étranglement financier de notre collectivité, nous avons réussi à maintenir notre politique d'aide aux plus démunis, et mes collègues le savent, j'interviens dans ce sens chaque fois qu'il le faut.

Moi, je suis une spécialiste du bâtiment, avec mon CAP de maçon, je sais que l'on monte un mur parpaing après parpaing. C'est pourquoi je souhaite poursuivre le travail entrepris, avec tous les acteurs, et faire avancer les dossiers du canton en étant fidèle à mes opinions. Je suis droite dans mes bottes et suis disponible pour continuer de me battre pour le développement du canton de la vallée de l'Agly.

En fait le danger sur notre secteur, si nous ne faisons pas attention, est que la multiplication des candidatures de gauche favorise les candidats de droite et d'extrême droite. Pour l'avenir de notre territoire, je ne souhaite pas que l'on rejoue le scénario des dernières législatives, et j'espère que tout le monde en est conscient.

Et pour conclure

Personnellement, mon mandat départemental me va bien. C'est du concret. Je suis sur le terrain. Je vois les difficultés des gens et des élus du canton. Qu'ils sachent que je serai toujours à leurs côtés.

Propos recueillis par Dominique Poirot.

Assurer une victoire de la gauche dans le département

Département. *Les discussions entre les formations de la majorité du Conseil départemental et Europe Ecologie-Les Verts sont au point mort. L'appel au rassemblement pour le prochain scrutin sera-t-il entendu ?*

Les élections départementales qui auront lieu les 13 et 20 juin prochains, revêtent une importance d'autant plus grande que face aux conséquences sociales de la crise sanitaire et économique. Il est vrai que, aujourd'hui, le Conseil départemental, fort de ses missions sociales et de solidarité, joue un rôle essentiel pour aider la population du département.

Une majorité de gauche active depuis 2015

A l'issue du scrutin de 2015, la gauche avait conservé la majorité au Conseil départemental avec 22 élus sur 34, majorité composée de 14 élus socialistes, 5 conseillers communistes, un membre du Parti radical de gauche et deux conseillers apparentés PS. Au gré des aléas de la vie politique, la situation a légèrement évolué sans remettre en cause la majorité de gauche qui compte aujourd'hui

14 élus du PS ou apparenté, 5 du PCF, 1 du PRG, et 14 élus de la droite et du centre.

Dans la perspective des élections de juin prochain, au mois d'octobre dernier, Europe-Ecologie les Verts, Génération Ecologie, Génération.s, le Parti communiste, le Parti radical de gauche, le Parti socialiste et Place publique avaient lancé un appel commun « pour un département solidaire, écologiste et citoyen », avec la volonté d'élargir la majorité départementale. A noter que, dès cette époque, la France Insoumise avait refusé de s'associer à cet appel en rejetant tout accord avec le Parti socialiste.

Rassembler, rassembler !

Les forces de gauche ont alors engagé des discussions avec, comme le soulignent dans un récent communiqué, le PCF, le PRG, le PS et Place publique, l'objectif de « construire une offre poli-

tique rassemblée, soucieuse de l'urgence sociale et de la nécessité de développer un territoire qui réponde aux enjeux du réchauffement climatique ». Mais si, globalement, l'accord sur le programme politique ne posait aucun problème, des difficultés sont apparues concernant les investitures. Les discussions de la majorité départementale avec le mouvement écologiste et Génération.s sont aujourd'hui rompues.

Françoise Fiter, vice-présidente communiste du Conseil départemental, regrette « l'intransigeance des représentants de EELV qui refusent de discuter de la globalité des propositions qui ont été faites par le PS et le PCF ». A savoir, sur les 22 candidats présentés dans les 11 cantons où la gauche était vainqueur, réserver 9 investitures à des membres du PS et 2 à des apparentés, 5 à des candidats communistes, 4 à des membres d'EELV, une à un membre du Part radical, une

à un représentant de Génération.s. « Il faut tenir compte des réalités électorales locales, de l'activité des élus dans leurs cantons. On nous dit qu'il faut renouveler les conseillers départementaux. Mais je signale que, par exemple, la plupart des élus communistes en sont à leur premier mandat et nous ne souhaitons pas qu'ils interrompent l'excellent travail qu'ils ont engagé. »

Le PCF, le PRG, le PS et Place publique ont lancé, le 17 février, un appel au rassemblement de « toutes les femmes et hommes libres, de gauche, progressistes, humanistes, laïques, féministes et écologistes, qui veulent construire un territoire plus solidaire, résolument citoyen et respectueux de la planète ». Sera-t-il entendu ? Cela serait souhaitable car la droite comme l'extrême-droite ne cachent pas leur ambition de prendre la direction du département.

René Granmont

Étudiants, la solidarité s'organise, concrètement

Crise sanitaire. *Face aux graves dégradations d'existence des étudiants, matérielles et psychologiques, les communistes perpignans ont décidé d'agir.*

« Vous savez, les étudiants se retrouvent souvent dans une situation de précarité extrême, chacun a pu le vérifier » constatent-ils. « Et dans le même temps, la ministre des universités refuse toujours de débattre des remboursements sécurité sociale des soins psychologiques, dans cette période de crise ». Le PCF de Perpignan a donc décidé de prendre ses

responsabilités. En partenariat avec les étudiants communistes, ils organisent, sur le long terme, à partir de mi-février, des collectes de produits de première nécessité. « Vous pouvez venir déposer vos dons chaque semaine, le samedi place de la République (10-12h) et le dimanche place Cassanyses, ou alors tous les jours, entre 10 et 16h, au 44 avenue de Prades, local du PCF ». C'est dit.

La ministre en accusation

Faisant part de leurs propositions (celles du parti), à savoir la mise en place d'un revenu étudiant, financé par une nouvelle branche de la sécurité sociale, ils dénoncent dans le même temps l'ignoble campagne médiatique menée par la ministre autour de la question de « l'islamogauchisme » dans les universités, semant le poison et la confusion, dans une période où la dignité et la rigueur scientifique sont plus que jamais nécessaires.

D'autres associations œuvrent aussi à renforcer ces démarches solidaires. « Aucune ne sera de trop ».



Les étudiants communistes organisent des collectes.

La rubrique du randonneur

Le P.O.T. Rando'club propose... dimanche 28 février, « Du pont du Diable au pont de Reynès »

Le site de Reynès était déjà habité entre le néolithique (-5000 av J-C) et le chalcolithique (-2000 av J-C). Des fouilles archéologiques à la Cova de la Dona ont permis de trouver des fragments de poteries, une petite hache de pierre verte polie, des éléments d'un ou plusieurs colliers et un poinçon en os poli.



Un dolmen, pillé et ruiné, est signalé dans le nord de la commune au lieu-dit Camp d'En Seris non loin de la chapelle Notre Dame de la Roure. Durant la domination romaine, il était une étape sur la Via Vallespiri qui reliait la plaine aux thermes d'Acquae Calidae (Amélie-les-Bains).

Reynès comporte une multitude de lieux-dits : le village proprement dit et plusieurs hameaux : le Pont, Le Vila, Saint-Paul, La Cabanasse, La Farga... et le tout récent Vert-Vallon.

La mention la plus ancienne du site de Reynès date de 988, sur un acte de donation d'une vigne au monastère d'Arles. Le Vallespir faisait alors partie du comté de Besalù.

Le petit village de Reynès est groupé à la base méridionale d'un cône, isolé au milieu de la vallée, entre les ruisseaux de Can Guillet et du Llargo.*

Durée : 4h. **Dénivelé :** 350m. **Difficulté :** facile. Assurance journalière 3 euros. **Repas :** grillade : apporter apéro, vin, eau, viande... **Départ :** 8h45 au parking de la piscine du Moulin à Vent à Perpignan.

Renseignement Jean-François : 04 68 56 81 03 / 06 20 40 63 05.

(*) Pour plus de détail voir le TC numérique, rubrique sport.

M.M

Maltraitance des salariés au ministère de la justice

Social Perpignan. Huit agents PJJ*, éducateurs spécialisés pour la plupart d'entre eux et fonctionnaires du ministère de la justice, vont être déplacés sans aucune concertation, « dans l'intérêt du service ». Très loin.

« La protection judiciaire de la jeunesse est une direction du ministère de la Justice dont les missions résident dans la réinsertion sociale des jeunes délinquants et le suivi des mineurs en danger » (Site ministère). Les jeunes de 13 à 18 ans, mineurs et délinquants, sont ainsi accompagnés dans leurs parcours, et suivis par un juge ayant décidé d'une peine alternative à l'enfermement carcéral, ou suivant un enfermement. Certains établissements, avec hébergements, abritent ces parcours (E.P.E.I)*. L'UEHC Perpignan est l'un de ces établissements. Et rien n'est facile.

Des incidents depuis plusieurs années, et une inspection...

Le public est difficile, par définition. 16 jeunes donc, suivis par la justice, y sont accompagnés, dont 12 en hébergement collectif et 4 en famille d'accueil. Des tensions naissent. Des rixes et des agressions ponctuent régulièrement la vie de l'établissement. Les éducateurs sont parfois agressés. Depuis 2018, les incidents se sont ainsi multipliés, entraînant, chez les agents, peu soutenus, des absences et des congés maladie. « Nous nous retrouvons souvent en sous effectifs pour pouvoir gérer ces adolescents, et les remplaçants contractuels éprouvent évidemment de grandes difficultés », confie ainsi l'un des salariés. La Direction a diligenté une inspection. Le verdict est tombé en novembre dernier. Les éducateurs sont remis en cause. « On ne ferme pas le foyer, mais on réorganise

l'équipe ! Voilà leurs conclusions ! C'est facile comme ça. Rien sur l'organisation du travail, rien sur l'absence de soutien apporté aux salariés, rien sur les responsabilités des directions dans le « management », minimisant les incidents, rien sur les sous effectifs. C'est donc l'équipe et les éducateurs qui dysfonctionnent. Alors, on déplace la moitié des effectifs, parfois très loin (Rodez, Toulouse, Albi, Nîmes, Mende...), pour les besoins du service. Ce n'est pas acceptable », poursuit l'interlocuteur.

Le syndicat CGT conteste les décisions

Le communiqué du syndicat ne souffre d'aucune ambiguïté, évoquant une « maltraitance institutionnelle ». « Cette mutation ne s'appuie sur aucune faute professionnelle (...). Aucun des agents concernés n'a fait l'objet d'un entretien lui expliquant un quelconque manquement professionnel (...). Les agents n'ont pas eu accès à leur dossier administratif. Tout cela s'apparente à de la maltraitance institutionnelle... ». Évoquant ensuite les conséquences lourdes de ces mutations sur la vie des agents, la CGT demande : « La justification argumentée de ces mutations ; l'annulation pure et simple si aucune faute professionnelle n'est avérée ; la prise en compte par l'administration de la souffrance au travail, autrement que par une réponse coercitive ».

Michel Marc

*PJJ. Protection judiciaire de la jeunesse (ministère de la justice)

*UEHC Unité Educative Hébergement Collectif



Mardi matin, importante mobilisation devant la Direction départementale de la PJJ. Il y avait là des militants de la CGT, des éducateurs PJJ du département, mais aussi le maire de Cabestany, et des élus, pour soutenir Edith Pugnet (adjointe à la mairie) et ses autres collègues de travail. Naturellement, le PCF était présent, et après le discours de Freddy Martin, responsable du PCF 66, Françoise Fiter rappelait la situation d'Edith, elle aussi conseillère départementale communiste et confrontée à cette menace de déplacement.

A la reconquête de l'environnement de la ville

Elne. Grand succès de la plantation citoyenne. 1000 arbres plantés en quelques heures.

Dans le cadre des engagements de campagne pris par la nouvelle municipalité, Elne va rentrer dans une phase de reconquête de son environnement et

de reconstruction de la biodiversité, à travers la reconstitution des haies vives, arbres ou arbustes individuels, végétaux à fruits ou à feuilles comestibles. La campagne de reboisement, avec son objectif

de 10 000 arbres plantés au cours des six années à venir est lancée. Le but recherché, est de ramener de la biodiversité et de lutter contre le réchauffement climatique. Selon la technique utilisée en permaculture, on nourrit le sol avec des broyats et on le travaille grâce aux vers de terre. Ces haies et arbres devraient abriter tout un tas d'insectes, d'oiseaux et de petits animaux prédateurs ou/et pollinisateurs pour le plus grand bien de toutes les cultures des environs.

Une première plantation qui en appellera d'autres

A l'appel de la municipalité et de l'association Arbre et paysage66, avec le soutien du conseil départemental, du Sydétom66, de la région et de l'Afahc66, une bonne centaine de personnes n'ont mis que quelques heures pour planter les mille végétaux sur la plaine de jeu qui entourent les stades Maurice Erre et Busquet - Sitja à Elne. Pistachiers, grena-

diers, rosiers sempervirents, arbousiers, mûriers, figuiers, oliviers... commandés par l'association Arbres et paysages et financés par les collectivités territoriales ont ainsi pu être plantés ce samedi 20 février. En présence de nombreux élus municipaux, dont le maire, Nicolas Garcia, vice-président du conseil départemental, adultes, adolescents et enfants (à noter la présence de quelques jeunes de l'école de rugby de la JSI avec leurs éducateurs) ont œuvré avec enthousiasme et persévérance. André Trives et Annie Pezin, élus municipaux qui pilotent le projet, étaient aux anges tant cette première initiative a connu un grand succès. L'ambition est de recommencer prochainement pour atteindre rapidement les 10000 arbres plantés sur Elne. Il est à noter que les employés municipaux en charge des espaces verts avaient fourni un gros travail pour préparer le terrain les jours précédents.

Roger Rio



Une centaine de personnes ont planté les végétaux sur la plaine de jeu entourant le stade Maurice Erre et Busquet - Sitja à Elne.

L'USAP sait se ressaisir

Rugby à XV. Réduite à 14, l'équipe catalane prouve à Angoulême (17-31) que sa première place n'est pas usurpée

Qui aurait eu le courage de parier, à quelques secondes de la pause, que l'USAP, alors menée 10 à 3, et réduite à 14, allait renverser la situation et l'emporter aisément chez le dernier du championnat ? Les Catalans ronronnaient encore, comme ils l'avaient fait précédemment face à Carcassonne. Mais qu'est-ce qui les a sortis de cette douce torpeur ?

Le vent de la révolte

Peut-être leur talonneur Charles Géli qui, mécontent du déblayage sans ballon qu'il venait de subir de la part d'un troisième ligne angoumois, a cru bon de lui démontrer que, même si on mesure trente centimètres de moins que son adversaire, il est toujours possible de lui caresser le cou. Genre de caresse qui ne plaît pas, en général, aux arbitres. Ah que Paul Goze et Jeff Imbernon seraient malheureux dans le rugby moderne ! Quoi qu'il en soit l'USAP se retrouvait à 14 pour le restant du match. À faire frissonner de peur les supporters catalans, car perdre chez le dernier de Pro D2 aurait été indigne d'une équipe comme l'USAP.

« Nous avons gagné le toss et décidé de nous adosser au vent en seconde période », rappelle le capitaine sang et or Mathieu Acebes. Vent ou frustration de se retrouver à 14, les Catalans attaquent la seconde période avec un enthousiasme qui ne les avait pas envahis depuis plusieurs semaines. Merci Charles, merci le vent ! Quoi qu'il en soit, ronronnements terminés, les Catalans montrent un tout autre état d'esprit. Excellent jeu au pied de pression, défense hyper agressive et une mêlée retrouvée, même lorsque le coach Patrick Arlettaz fait entrer la bleusaille catalane. Une défense encore imperméable malgré un essai encaissé en fin de première période, mais avec une ligne de trois-quarts en sous effectif, même s'il est vrai que les Charentais, mal inspirés, ont essayé de traverser la défense catalane au cœur plutôt que de la déborder par les ailes. Mais en avaient-ils les moyens ? Et même si les réglages en touche demandent encore beaucoup de travail, force est de constater qu'un léger mieux semble se dessiner dans ce domaine, l'USAP ayant perdu beaucoup moins de ballons sur ses lan-

cers. Mais pouvait-il en être autrement après la catastrophe carcassonnaise au niveau de la conquête. L'opposition était peut-être autre ! Il est dommage qu'un jeune aussi talentueux que Lucas Velarte au poste de numéro 2 soit aussi irrégulier au niveau des lancers. Mais surtout que la coordination lanceur-sauteur soit si difficile à régler à l'USAP sachant que d'autres équipes, bien plus faibles parfois, n'ont aucun problème à ce niveau. Vous avez dit travail ? Travail sans relâche aux entraînements.

Enfin Pierre Reynaud vint

S'il en est un qui travaille de façon assidue aux entraînements et sans être récompensé par les joies du terrain c'est bien le troisième ligne Pierre Reynaud. Imaginez que l'homme d'Enveitg, l'homme au casque indépendantiste, n'avait pas enfilé la casaque rouge et jaune depuis le... 25 mai 2019. Énorme et étrange en même temps ! Même s'il est vrai qu'à l'USAP la concurrence est rude au niveau des postes de troisième ligne. Le malheur des uns fait le bonheur des autres. Damien Chouly, Karl Chateau, Alan Brazo blessés, Geneis Mamea

Lemalu fatigué, la place semblait réservée à notre Catalan des Hauts Cantons. L'USAP ayant, d'autre part, besoin d'augmenter son quota JIFF (Joueurs Issus de la Formation Française), il paraissait nécessaire de faire enfin appel à Pierre Reynaud. Qué ès aixó le quota JIFF ? Pour la saison actuelle il faut une moyenne de 16 JIFF par match. Or actuellement l'USAP a un déficit de 4 JIFF sur les 20 matchs joués, ce qui fait une moyenne de 15,8 JIFF donc au-dessous de la barre fixée. Inconvénient : amende financière et 4 points en moins au démarrage de la saison suivante. Il reste 10 matchs à jouer au cours desquels les coaches se doivent de coucher un maximum de JIFF sur les feuilles de match de façon à augmenter cette moyenne mais sans perturber pour autant le rendement de l'équipe. Mal de caps en perspective ! Pierre Reynaud, étant donnée sa prestation plutôt convaincante, pourrait, dès lors, enchaîner d'autres titularisations. Enchaîner les victoires devient encore et toujours le leitmotiv des Catalans.

Jo Solatges

- annonces légales - annonces légales - annonces légales -

SCI LE BERGERIE SCI en liquidation au capital de 400 € Siège social : 4 rue du Stade 66600 Vingrau 538084112 RCS Perpignan L'AGE du 05/02/2021, a approuvé les comptes de liquidation, a donné quitus au liquidateur, l'a déchargé de son mandat et prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du 05/02/2021. Dépôt : RCS Perpignan

SCI DIDEROT SCI au capital de 2440,82 € Siège social : 68 RUE DES COTEAUX LEVANT, 66140 Canet-en-Roussillon 405 040 718 RCS de Perpignan L'AGE du 05/02/2021 a décidé la dissolution de la société et sa mise en liquidation amiable à compter du même jour, nommé en qualité de liquidateur Mme BOURA Françoise, demeurant 23 rambla de l'Occitanie, 66100 Perpignan et fixé le siège de liquidation au siège social. L'AGO du 05/02/2021 a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur et l'a déchargé de son mandat et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du même jour. Les comptes de clôture seront déposés au greffe du tribunal de commerce de Perpignan. Radiation du RCS de Perpignan

LA CANNOLISE SCI au capital de 15000 € Siège social : 1b Rue Du Moulin D'avall 66170 Saint Feliu D'avall 841445687 RCS PERPIGNAN. L'AGE du 28/01/2021 a décidé : d'approuver les comptes de liquidation, de donner quitus au liquidateur pour sa gestion, de le décharger de son mandat et de constater la clôture de liquidation. Dépôt RCS PERPIGNAN.

LA CANNOLISE SCI au capital de 15000 € Siège social: 1b Rue Du Moulin D'avall 66170 Saint Feliu D'avall 841445687 RCS PERPIGNAN. L'AGE du 28/01/2021 a décidé : la dissolution de la société et sa mise en liquidation. Liquidateur : Grigori Michael, 1 Bis Rue Du Moulin D'avall 66170 Saint Feliu D'avall. Siège de la liquidation au domicile du liquidateur. Dépôt RCS PERPIGNAN.

Rectificatif à la parution du 25/12/2020 dans le journal Le Travailleur Catalan pour la société MON ASSIS-TANT. Il fallait lire pour Objet : L'installation, la réparation, la réfection et maintenance des dispositifs d'alarme anti-vol et d'alarme incendie. assistance et dépannage informatique à domicile. aide à domicile. import et export de matériel électronique. téléassistance et visio-assistance en informatique.

SUMACAS PERPIGNAN MERCADER, EURL au capital de 470.739 €, siège social : boulevard Félix Mercader, 66000 Perpignan, 824 525 398 RCS Perpignan.

Le 20/01/2020, l'associé unique a constaté la démission d'Arnaud Sannier de son mandat de gérant et nommé co-gérants à compter :

- Victor Da Costa, né le 22/01/1974 à Chichery (89), de nationalité française et domicilié 123 quai Jules Guesde, 94400 Vitry-sur-Seine.

- Antoine Ferreira Martins, né le 23/03/1954 à Vermiosa - Figueira de Castelo Rodrigo (Portugal), de

nationalité française, domicilié 2 rue Troyon, 92310 Sèvres.

SUMACAS PERPIGNAN MERCADER, EURL au capital de 470.739 €, siège social : boulevard Félix Mercader, 66000 Perpignan, 824 525 398 RCS Perpignan. Le 30/07/2020, l'associé unique a constaté la démission de M. Antoine Ferreira Martins de son mandat de co-gérant à compter du jour même.

SUMACAS PERPIGNAN MERCADER, EURL au capital de 470.739 €, siège social : boulevard Félix Mercader, 66000 Perpignan, 824 525 398 RCS Perpignan. Le 30/09/2020, l'associé unique a constaté la démission de Jean-Marc Zammit de son mandat de gérant et nommé gérant Bruno Yèche, né le 31/07/1970 à Revel (31), français et domicilié 36 Chemin des Berges, 91620 La Ville du Bois.

THE TRANSFORMATION SOCIETY, SAS au capital de 6.000 €. Siège: 3 impasse de la Gare, 34260 SAINT-ÉTIENNE-ESTRÉCHOUX. 830 581 872 RCS BEZIERS. L'AGO du 10/02/2021 a transféré le siège au 19 rue de la Sardane 66500 PRADES. Président: M. Raymond GALLON, 19 rue de la Sardane 66500 PRADES. Radiation au RCS de BEZIERS et ré-immatriculation au RCS de PERPIGNAN

Par acte SSP du 09/02/2021, il a été constitué une SARL ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination :

SARL La Batteuse

Objet social : production de bières et achat revente de produits agricoles et artisanaux locaux

Siège social :

05 rue Alfred de Musset, 66220 Saint-Paul-de-Fenouillet.

Capital : 200 €

Durée : 99 ans

Gérance : Mme Lompré Aliette, demeurant 05 rue Alfred de Musset, 66220 Saint-Paul-de-Fenouillet

Immatriculation au RCS de Perpignan

Parution rectificative à la parution du Travailleur catalan n°3868 du 12/02/2021

Société dénommée : LE GLACIER DE L'AQUARIUM

Directeur général : Madame Virginie SABIN, demeurant à CANET EN ROUSSILLON (66180), 90 Boulevard Las Bigues

Pour Avis rectificatif

RECTIFICATIF

Dans l'annonce parue dans le Travailleur CATALAN N°3866, le 29/01/2021 concernant la SASU BBB SHOP, il fallait lire à propos du capital social de la société : MILLE euros (1 000€) au lieu de CINQ CENTS euros (500€).

Pour insertion

AVIS DE MODIFICATION

SCI LA MER
Société civile immobilière

Au capital de 305 €

Siège social 14 rue Honoré Daumier 66000 PERPIGNAN
n° SIREN 353324486 R.C.S. de Perpignan

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 31 janvier 2021, les associés ont décidé de transférer à compter de ce jour, le siège social qui était à 66000 PERPIGNAN, 14, rue Honoré Daumier à l'adresse suivante : 66140 CANET EN ROUSSILLON, 83 boulevard CASSANYES.

L'article 4 des statuts a été, en conséquence, mis à jour.

Les associés, cogérants ont ensuite décidé de signaler la modification de leurs adresses personnelles comme suit :

1°) Monsieur Thierry SABARDEIL, 83 boulevard CASSANYES 66140 CANET EN ROUSSILLON

2°) Madame Michelle NEGRE SABARDEIL, 83 boulevard CASSANYES 66140 CANET EN ROUSSILLON

Le dépôt légal sera effectué au registre du commerce et des sociétés de Perpignan.

Pour avis et mention,

Mr SABARDEIL Thierry et Mme SABARDEIL NEGRE Michelle

Associés et Cogérants

RECTIFICATIF

Dans l'annonce parue dans le Travailleur CATALAN N°3866, le 29/01/2021 concernant la SASU BBB SHOP, il fallait lire à propos de la dénomination sociale : BBB SHOP PERPIGNAN, enseigne BBB SHOP.

Pour insertion

La musique, un miroir de l'âme

Portrait d'artiste. Lisa Yang, violoniste évoluant dans la sphère musicale du département, révèle son parcours.

D'où proviennent ces sons cristallins qui s'élevaient ? On tend l'oreille à la recherche de l'instrument duquel émanent ces sonorités. Il s'agit d'un violon manipulé avec dextérité et grâce, au milieu d'une grande salle d'exposition, venant apporter plus de profondeur aux œuvres picturales ou photographiques accrochées çà et là. La violoniste se nomme Yang Yang, mais se fait appeler Lisa Yang. D'elle se dégage une délicatesse appliquée et captivante, laissant deviner qu'elle

donne le meilleur d'elle-même face à la foule attentive.

La musique comme affirmation de soi

Les violonistes ne sont pas légion dans le département des Pyrénées-Orientales. Lisa Yang est née au nord-ouest de la Chine. Elle nous raconte que sa mère rêvait enfant de pouvoir jouer d'un instrument, mais que sa famille n'en avait pas les moyens. Par extension, la petite

Lisa Yang commence son apprentissage musical dès l'âge de huit ans. L'apprentissage est long et laborieux, après des mois de formation, durant lesquelles la main est douloureuse et le cou est endolori, elle parvient à trouver du confort et de la justesse avec son instrument. La fierté de ses parents l'encourage à se dépasser.

La jeune Lisa Yang était une petite fille extravertie dans le cercle familial, mais l'éducation empreinte de traditions faisait qu'elle était très réservée dès qu'elle sortait de son cocon. Petit à petit, elle gagne en confiance, le violon l'aide à s'affirmer. Vers 11 ans, elle perçoit une nette évolution et participe à de nombreux concours qu'elle remporte. Cependant le violon reste un loisir parallèle à ses études.

Direction le sud de la France

Elle part en direction de la France, pour étudier la philosophie à l'université de Perpignan. Lisa Yang veut devenir enseignante de Français en Chine. Découvrir de nouveaux horizons et une nouvelle vie, renouvelle son désir de reprendre son violon qu'elle avait délaissé. Ce désir devient impérieux : « J'ai eu un déclic. Je me suis inscrite au conservatoire de Perpignan avec l'objectif de retrouver le niveau que j'avais atteint à 17 ans. » La chance lui sourit un jour, où, invitée à un anniversaire, elle joue quelques morceaux. Ce soir-là, il y avait d'autres musiciens du département et des collabora-

tions avec des artistes débutent.

Des perspectives et des objectifs

Lisa Yang est très perfectionniste, c'est peut-être le seul frein dans ses perspectives de musicienne. Du moins, pour l'instant, car comme le dit un proverbe chinois : « Avec le temps et la patience, la feuille du mûrier devient de la soie ». C'est avec beaucoup de sensibilité qu'elle perçoit la création artistique. « C'est l'expression de soi-même, un miroir de ce que nous sommes, que nous livrons aux gens ». Actuellement, Lisa Yang trouve son confort dans des reprises qu'elle se réapproprie parfois. Elle repense à son dernier projet, la reprise du morceau *I'm a survivor*, pour lequel elle a tourné un clip, réalisé par Frédéric Ferra création, (disponible sur Youtube). « Cette musique avait du sens pour moi. Elle met en lumière tous les obstacles que j'ai pu surmonter pour être ce que je suis aujourd'hui. » A ce jour, elle donne des cours de violon et de chinois, ce qui lui permet de vivre sans faire de concerts. Ce sont des expériences enrichissantes qui lui font gagner en maturité. Le chemin reste à faire, l'avenir ne se maîtrise pas, mais elle se donne les moyens de voir plus loin. « L'art nous permet de dépasser toutes les règles et les conventions. Désormais comme beaucoup de femmes dans le monde, je dois m'affirmer pour me sentir totalement libre ».

Priscilla Beauclair



Lisa Yang : « Pour moi la culture est là pour faire rêver les gens et aider à projeter des sentiments positifs dans des situations difficiles, comme aujourd'hui. »

Pour la réouverture des établissements culturels

Appel. Signé par Carole Delga avec des présidents de régions, des maires et des responsables syndicaux, il demande l'ouverture des lieux de culture.

Alors que la ministre de la Culture Roselyne Bachelot a indiqué que les musées seraient les premiers à rouvrir le temps venu, plusieurs présidents de régions, dont Carole Delga, présidente de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, des maires de grandes villes et de nombreux responsables de syndicats culturels ont signé mercredi 17 février une pétition demandant à l'exécutif de « rouvrir tous les établissements culturels » en même temps. Pour appuyer cette demande, les signataires soulignent que « la culture est essentielle au maintien de liens sociaux et à la lutte contre l'isolement, notamment pour celles et ceux qui sont les plus fragiles et souvent premières victimes de la crise sanitaire ».

Ils s'engagent à renforcer, si besoin, les protocoles sanitaires dans les lieux culturels qui seraient ouverts et à garantir les meilleures conditions d'accueil du public et

des professionnels.

Il est vrai que, comme élus et syndicats le précisent, il est difficile de comprendre que « la culture reste confinée plus longtemps » alors que transports en commun, commerces, écoles voient chaque jour se croiser des millions d'individus...

Concernant cette réouverture des lieux de culture, la députée des Yvelines et porte-parole du mouvement LaREM à l'Assemblée n'a su que persifler qu'« il faudrait éviter l'excès de démagogie et ces demandes ne sont pas forcément pertinentes, quand elles viennent des élus à quelques mois des élections ».

Une réponse loin de donner satisfaction aux auteurs de l'appel qui demandent « le renforcement d'un dialogue et d'une concertation véritable entre les collectivités territoriales, les professionnels et le gouvernement ».

R.G.



Les établissements culturels veulent revivre même s'ils doivent renforcer les protocoles sanitaires.

Michel Maldonado prépare les Nits d'Eus 2021

Rencontre. Musicien aux multiples talents, compositeur, animateur, féru de musique médiévale mais ouvert à tous les genres, Michel Maldonado offre un parcours infiniment varié.

On connaît surtout Michel Maldonado comme directeur artistique des Nits de Cançò i de Música créées en 1980 par Ursula Vian et Monsieur D'Déé, et de leur suite, les Nits d'Eus. On aime rencontrer et écouter l'Ensemble de musique médiévale Saurimonda où il crée et joue avec ses amis pour la chanteuse Gisela Bellsolà. Mais ce ne sont



Michel Maldonado, musicien et créateur infatigable.

que quelques cordes, certes remarquablement bien accordées, de ce diable d'homme aux talents infinis.

Musicien aux talents multiples et compositeur inspiré par les troubadours

Michel Maldonado est contrebassiste et continuiste dans différentes formations de musique ancienne et sur instruments d'époque : il joue ou a joué avec l'orchestre des Champs Elysées, l'Ensemble Jacques Moderne de Tours, « Les Eléments » de Toulouse dirigé par Joël Suhubiette. Il touche aussi à la musique du XX^e siècle avec Solars Vortices, l'Ensemble Ader ou Musique oblique. Compositeur, il est, parmi bien d'autres pièces musicales, l'auteur de *Bikini el Foc dels Oceans*, cantate sur un poème de Gérard Salgas pour Gisela Bellsolà, chœur et orchestre ; de *Salut amb la poesia* sur les poèmes de Joan Morer pour les Estivales de Perpignan ; de diverses pièces de la Misa Flamenca sous la direction de Pedro Soler ; pour le festival Jazzèbre, de la création musicale du conte de Patrick Gifreu ERT. Il a aussi œuvré pour le théâtre et a obtenu pour un travail sur *La Venda*, de Lluïsa Cunillé, le prix de la critique de la ville de Barcelone.

Animateur et directeur artistique en divers groupes et lieux

Grâce à l'Association Myriade, fondée avec Gisela Bellsolà, il a créé entre autres les Musicales de Mai, déambulation avec Monique Bellsolà, Arbre du chanteur Pere Figueres, *Les chants de la Sybille*, oratorio théâtral

et chorégraphique mis en scène par D'Déé (1991), *Le cœur mangé de Guillem de Cabestany* (1995), *Le livre vermeil de Montserrat*, avec Saurimonda (2001). Avec Pedro Soler, guitare flamenca et l'acteur Charles Gonzalès, il a créé *Lorca*, autour d'*Un poète à New-York et autres poèmes* (Eus, 2001). Il est directeur artistique de l'Ensemble baroque de Perpignan *La Fidelissima* avec Carol Parer et Joël Pons, de l'association *Myriade* pour le spectacle vivant et, bien sûr, des célèbres Nits d'Eus.

Les Nits d'Eus, croisement d'arts multiples autour de la musique reine

Aux Nits d'Eus, Michel Maldonado, maître ès lieux, ouvre le spectacle et salue le public. Durant la soirée, que les interprètes soient un ensemble musical, des chœurs, un ou une soliste (régulièrement Alice Ader), des acteurs disant textes ou poèmes, Michel et sa contrebasse ne sont jamais bien loin. Et l'on sait aussi tout le travail qu'il a mené en amont, avec quelques amis proches et Gisela Bellsolà à ses côtés, pour proposer des mélanges infiniment variés autour d'un pivot solide. Les Nits d'Eus migrent parfois. L'année dernière, Covid obligeant, elles furent accueillies à Banyuls par les Frères Parcé, jusque haut dans la montagne à la bergerie des Abeilles où, autour de la poésie de Lorca, nous avons eu le bonheur de rencontrer jouant ensemble l'acteur Denis Lavant et le guitariste flamenco Pedro Soler. En ce moment, Michel Maldonado prépare les Nits 2021. Encore top secret sur le programme et les lieux : Banyuls, Eus, un peu ici, un peu là ? Mais Michel en est sûr, elles auront lieu.

Yvette Lucas

C'était fort !

L'envie d'être ensemble, « de danser encore, de laisser ses mains sur une grille d'accords, d'enlasser nos corps... », était forte.

Les amis d'Alternatiba 66 et ceux de la CGT spectacle du département ont bien fait. A Perpignan, d'abord, place de la Résistance, puis à Prades, dans l'après midi, et enfin à Céret, le lendemain, jour de marché. Kadour, le chanteur-poète-militant-compositeur-danseur de HK, ce-

lui qui a écrit ce refrain qui court dans les manifs « On lâche rien, on lâche rien... », était là, sans contrat, artiste bénévole et enthousiaste, manifestant avec les présents son envie de chanter, de dénoncer, de danser, de pointer du doigt les absurdités et les frustrations. Concert et manif, manif et concert, à 300 voix en ville, où chacun pouvait, s'il le désirait, s'époumoner et chanter, les paroles entraînant sous les yeux. Il y avait là des musiciens, venus du département, des amateurs et des intermittents, Yolande Counet, François, des danseuses et des danseurs du dimanche. Un piano était lui aussi de sortie.

La déambulation se dirigeait ensuite sur le parvis du Théâtre de l'Archipel pour réaffirmer, tous ensemble, l'urgence de rouvrir les lieux d'échanges, de plaisirs, de découvertes et de partages culturels. De nombreux militants de la CGT, étaient présents, dans une communion inhabituelle et féconde. « Il faut rouvrir !! » répétaient ainsi les manifestants-chanteurs, précisant sans retenue l'exigence de mesures strictes pour se protéger de la Covid.

Michel Marc



Kadour Hadadi, HK, venu pour défendre la culture.



Place de la Résistance, musiciens du département, CGT 66 et Alternatiba, ont rassemblé plus de 300 personnes.



Prades for ever

Il était, au cœur de la vallée de la Têt, à l'endroit où le fleuve impétueux venu des Pyrénées commence à quitter les pentes encaissées qui l'enserrent pour ralentir son débit et prendre le temps de contempler le massif du Canigou qui domine de toute sa majesté tellurique le Conflent et le Roussillon, il était donc là, une tranquille sous-préfecture qui avait connu quelques heures de gloire, mais qui s'endormait lentement, sûrement, progressivement, inexorablement, dans un train-train quotidien.

Prades du passé au présent

Prades avait connu une circulation fébrile quand la nationale traversait la cité. Prades avait accueilli Pablo Casals qui ne voulait plus voir l'Espagne, mais qui voulait par-delà les montagnes en sentir l'odeur. Prades était devenu un lieu de résistance de la catalanité. Mais Prades s'était mis hors du temps dans une vie paisible que rien ne semblait vouloir troubler. Pas même la venue d'un énarque (de droite), copain de Sarkozy, haut placé, pour prendre les rênes d'une cité qui était habituée à des gestions sans histoire : il était d'ailleurs en partie naturalisé catalan, par alliance, à cause de la conflentoise qu'il avait épousée. La bonhomie du personnage, son phrasé gersois (donc presque d'ici), son art de se faire oublier (en particulier par la droite locale qui n'appréciait que modérément son pedigree national et l'ombre

qu'il pouvait lui faire) avait fait le reste. Prades et Castex ne faisaient plus qu'un.

Prime minister

Quand au cœur d'une pandémie qui a bouleversé nos vies, qui les bouleverse encore, une nouvelle est tombée, qui a mis le Conflent en émoi, qui a fait converger tous les regards sur la sous-préfecture Macron désigne Castex comme « *prime minister* ». Jeannot doit partir à Matignon avec femme et enfants, doit laisser la mairie à son adjoint qui tremble devant l'ampleur de la tâche et le poids d'une succession à assurer. Les projecteurs médiatiques font le reste et finissent de tournebouler les consciences locales qui s'étaient endormies, loin des affaires du monde.

Le Monde à Prades

Un tremblement de terre ! Qui n'en finit pas de produire ses effets. Le Magazine *Le Monde* du 13 février y consacre de longues pages nourries du pittoresque local, avec un brin de condescendance amusée, et une légère propension à la caricature, sous le titre, « *Prades son premier Ministre et ses complotistes* ». A lire nos prestigieuses consœurs, en dépit du Prime Minister la ville serait devenue un repère de complotistes, toutes tendances confondues, et tous âges mêlés. Le marché serait le lieu d'un happening régulier où une défiance généralisée s'est installée qui peut aller jusqu'à nier



© Florian DAVID/CEP/SA

les réalités de la pandémie. « *On nous manipule, on est en train de faire de nous des moutons ...* ». La dénonciation de la dictature sanitaire conduit à mettre l'accent sur la dérive autoritaire du gouvernement. Ça ne s'arrête pas là « *Et si le confinement visait à instaurer le gouvernement mondial* », tous les allumés du coin sont appelés à la rescousse, via internet... Et bien sûr dans ce monde-là, on ne peut être qu'antimasque, remettre en cause l'autorité médicale et surtout rejeter l'étiquette de complotiste, bien sûr !

Suivent quelques lignes pour aborder le trouble des aficionados de Castex qui regrettent de ne plus être écoutés et le constat amer du successeur du Maire

« *Aujourd'hui, c'est chacun pour soi, le retour à l'individualisme, les gens n'ont plus d'espoir, ni de respect pour rien* »

Et le tour est joué. La caricature est devenue la réalité, Prades le Far West, les Pradéens apparaissent un peu perchés, la richesse de notre territoire, sa diversité, ses luttes quotidiennes, à la trappe ! C'était sans doute une leçon de journalisme comme *le Monde* sait en donner, au détriment d'un réel qu'il est si facile de dénaturer pour jeter le trouble sur un moment difficile. Ça fait vendre sans doute ! Ce journalisme-là n'est pas le nôtre qui reste amoureux de sa terre. Prades for ever. Comme on dit chez nous et ailleurs !

Jean-Marie Philibert

L'actu vue par

DELGE

Ah ! S'il n'y avait que Pau Casals...

